

**Question écrite n°791 - Sujet : Procédure d'immatriculation de sociétés au Registre de Commerce et des Sociétés**

**Auteur(s) :** Monsieur Roy Reding, Député

**Destinataire(s) :** Monsieur Félix Braz, Ministre de la Justice

**Date limite de réponse à la question :** 11-01-2015

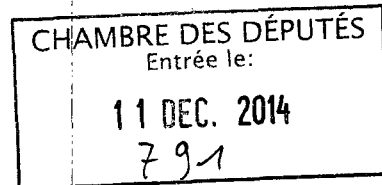
**Evènement(s) :**

Date	Description	Liens
11-12-2014	Dépôt de la question	Document écrit de la question
09-01-2015	Réponse écrite de Monsieur Félix Braz, Ministre de la Justice	Document écrit de la réponse



ALTERNATIV DEMOKRATESCH  
REFORMPARTEI

Groupe parlementaire



Monsieur Mars di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés  
19, um Krautmaart  
L-1728 Lëtzebuerg

Luxembourg, le 11 décembre 2014

Monsieur le Président,

Conformément au règlement de la Chambre des Députés, je souhaite poser la question suivante à Monsieur le ministre de la Justice concernant les procédures d'immatriculation de sociétés au Registre de Commerce et des Sociétés.

Suivant la loi du 17 décembre 2010 les statuts d'une SICAV peuvent être dressés en anglais uniquement. L'article 26, 2 prévoit que « par dérogation aux dispositions de l'arrêté du 24 prairial ar l'obligation de joindre une traduction en langue officielle ne s'applique pas ».

Il me revient que le Registre de Commerce et des Sociétés refuse cependant les immatriculations de SICAV dont les statuts ont été dressés en anglais uniquement au motif que « le formulaire doit être complété en une des langues administratives à savoir la langue française (sic), allemande ou luxembourgeoise (art. 4 du règlement du 23 janvier 2003 concernant le RCS) ».

1. Est-ce que M. le ministre est d'accord pour dire qu'un règlement constitue une norme juridique inférieure par rapport à une loi et que toute personne - a fortiori une agence quasi étatique - doit respecter la loi?
2. M. le Ministre entend-il intervenir pour que des SICAV créés en conformité avec la loi du 17.12.2010 en langue anglaise puissent être inscrites au RCS sans qu'il y ait besoin de faire traduire leurs statuts en langue luxembourgeoise, allemande ou française pour les besoins de l'immatriculation?
3. Pour autant que de besoin, M. le ministre envisage-t-il une modification du RGD de 2003 pour le mettre en conformité avec la loi de 2010?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Roy Béding  
Député



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Justice

Luxembourg, le 9 janvier 2015

(Réf. N° c150320002.docx)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le:

12 JAN. 2015

Monsieur le Ministre aux Relations  
avec le Parlement

LUXEMBOURG

**Concerne :** Question parlementaire n°791 du 11 décembre 2014 de Monsieur le  
Député Roy Reding

Monsieur le Ministre,

Je vous prie de trouver en annexe la réponse de mon département à la question  
parlementaire sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Félix BRAZ  
Ministre de la Justice

**Réponse de Monsieur le Ministre de la Justice à la question parlementaire n°791 de l'honorable député Roy Reding.**

A titre liminaire, il n'est sans doute pas inutile de rappeler les différentes dispositions légales régissant le régime général des langues, applicable au Grand-Duché de Luxembourg :

- Ainsi la loi du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat, en son article 36, dispose que « *les notaires sont obligés de se servir pour la rédaction des actes de la langue française ou allemande, au choix des parties. Toutefois, pour les actes reçus en vertu de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée par la suite, de la loi du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique, du règlement CEE No 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE) et de la loi du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application dudit règlement CEE No 2137/85, ils peuvent, si les comparants le demandent, et à condition de comprendre et de parler cette langue, rédiger l'acte en langue anglaise et faire suivre la version anglaise d'une version rédigée en langue française ou allemande. En cas de divergence entre la version française ou allemande, d'une part, et la version anglaise, d'autre part, la version française ou allemande fera seule foi, à moins que les parties ne stipulent que la version anglaise fera seule foi entre parties. [...]* ».

Les actes notariés peuvent donc, au choix des comparants, être dressés en langue française ou allemande et en ce qui concerne les sociétés commerciales, les GIE et les GEIE, en langue anglaise, suivi d'une traduction en langue française ou allemande.

- L'article 3 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues dispose qu'« *en matière administrative, contentieuse ou non contentieuse, et en matière judiciaire, il peut être fait usage des langues française, allemande ou luxembourgeoise, sans préjudice des dispositions spéciales concernant certaines matières.* »
- La loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises reprend ces mêmes dispositions, en son article 22-2: « *Tous les actes, extraits d'actes, procès-verbaux et documents quelconques dont le dépôt ou la publication est ordonné par la loi sont rédigés en langues française, allemande ou luxembourgeoise, sans préjudice des dispositions spéciales concernant certaines matières. Peuvent toutefois faire l'objet d'un dépôt et d'une publication volontaires, tous les documents visés à l'alinéa premier traduits dans toute langue officielle de la Communauté.* »

Dès lors et eu égard aux textes énoncés, les actes ou extraits d'acte ou tout document quelconque à déposer au registre de commerce et des sociétés (ci-après le RCS) et à publier au Mémorial C doivent en principe être rédigés en une langue officielle ayant cours au Grand-Duché de Luxembourg, à savoir, le français, l'allemand ou le luxembourgeois, sauf disposition légale particulière.

A ce titre, plusieurs législations spéciales viennent déroger au régime général des langues en permettant l'usage de la langue anglaise, sans qu'une traduction en langue officielle ne soit jointe à l'acte rédigé en anglais. Il en est ainsi de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, où l'acte constitutif des SICAV et ses modifications subséquentes, constatés dans un acte notarié spécial, peuvent être rédigés seulement en langue anglaise.

En exécution des textes applicables en la matière, le gestionnaire du RCS accepte en dépôt, les actes notariés dressés uniquement en langue anglaise, concernant les SICAV.

S'agissant plus précisément de la question de l'immatriculation de société auprès du RCS, l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 23 janvier 2003 portant exécution de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, fixe la procédure à suivre.

Ainsi, l'immatriculation s'effectue par le biais d'un formulaire de réquisitions spécifique, auquel est joint l'acte requis pour la publication au Mémorial C.

L'alinéa premier de ce même article indique aussi la manière dont doivent être complétés les formulaires et reprend le régime général des langues : *« les formulaires complétés en langues française, allemande ou luxembourgeoise doivent être remplis de façon complète et exacte [...] »*.

Cette disposition est donc conforme aux principes applicables en la matière, d'autant plus que les formulaires sont des documents fournis par le gestionnaire du RCS, afin de mettre à jour sa banque de donnée, sur base de laquelle il émet des extraits officiels.

Dès lors, les données textuelles du formulaire, à savoir, l'objet social, les éventuels pouvoirs et régime de signature, fonctions et organes sociaux doivent être inscrites en langue française, allemande ou luxembourgeoise.

En pratique, lors de l'immatriculation d'une SICAV, le notaire doit présenter une demande de dépôt composée de son acte, pris en application de la loi du 17 décembre 2010 précitée, qui peut donc être uniquement rédigé en anglais et du formulaire d'immatriculation, dûment complété, en français, en allemand ou en luxembourgeois, conformément à l'article 4 précité. Il appartient au notaire, rédacteur de l'acte, de procéder à une inscription en bonne et due forme auprès du RCS.

Par ailleurs, il convient de relever que le gestionnaire du RCS n'impose jamais, dans le cadre de ces immatriculations, que soit jointe à la demande de dépôt une quelconque traduction des statuts.

Force est donc de constater que le gestionnaire du RCS exécute les textes qui lui sont applicables conformément à la législation relative au régime des langues et que par ailleurs le règlement grand-ducal du 23 janvier 2003 n'est pas en contradiction avec la loi du 17 décembre 2010 de sorte qu'une modification dudit règlement n'est pas requise.